

BRÈVES
DU CENTREHAÏZER (BOUIRA)
**IRRIGATION
À PARTIR
DES EAUX USÉES**

●● Les citoyens de la localité de Haïzer (10 km du chef-lieu de la wilaya) dénoncent la non-intervention des autorités locales pour mettre fin à l'irrigation à partir des eaux usées. Selon les citoyens rencontrés au niveau de bureau régional du journal, plusieurs hectares de cultures maraîchères sont irrigués à partir d'oued Tassala de Haïzer. Cet oued où se déversent les eaux usées des habitations avoisinantes est sec en haut de l'agglomération. Pour eux, les différents services (daïra, APC, agriculture et hydraulique), informés de cette situation qui met en danger la santé publique, n'ont pris aucune mesure pour mettre fin à cette irrigation à partir d'un oued pollué. Les citoyens interpellent les responsables en charge du dossier de prendre des mesures strictes avant le début de chaque campagne en interdisant l'exploitation des parcelles irriguées à partir du oued de Tassala.

A. DEBBACHE

SIDI AÏCH (BÉJAÏA)
**À QUAND
LA DISTRIBUTION
DES 36 LOCAUX ?**

●● Lancé durant l'année 2005 par les pouvoirs publics, le programme présidentiel des 100 locaux par commune se concrétise peu à peu dans la wilaya de Béjaïa. La commune de Sidi Aïch a réceptionné, il y a quelques mois déjà, 36 locaux à usage professionnel, destinés aux jeunes de la région. Ces locaux ont été réalisés sur la route menant vers Maïla, quartier situé sur les hauteurs de la ville. À quand leur distribution aux jeunes ? C'est la question qui taraude l'esprit des citoyens de cette localité. À noter que la wilaya de Béjaïa a bénéficié, dans le cadre du plan quinquennal 2005-2009, d'un quota de 5 200 locaux pour ses 52 communes, et ce au bénéfice des jeunes chômeurs. Néanmoins, le problème du foncier a freiné considérablement l'évolution de cette opération dans de nombreuses municipalités de la wilaya.

A. HAMMOUCHE

Lors d'une réunion tenue au CEM Ounar de Maâtkas, des membres de l'exécutif de la wilaya, accompagnés du chef de la daïra, ont présenté et expliqué ce qui est réservé à la wilaya de Tizi Ouzou dans le plan quinquennal, mais rien n'a semblé avoir enthousiasmé grand monde.

L'enveloppe de 377 milliards de DA, pompeusement annoncée et pour autant qu'elle soit conséquente, n'a pas dissipé les mines inquiètes affichées par les présents qui n'ont du reste pas manqué de le signifier aux représentants de l'État, venus pourtant annoncer des lendemains meilleurs en matière de commodités de vie que le plan ne manquerait pas de charrier dans son sillage.

Les représentants des comités de village ainsi que les présents à la réunion n'ont pu avoir des réponses claires aux appréhensions qu'ils nourrissent par rapport aux contours du présent plan, notamment la plus importante qui est celle d'explicitier les projets destinés particulièrement à la région. Réponse qui, si elle était donnée, aurait certainement permis d'entretenir, du moins, l'espoir de voir enfin le bout du tunnel. Mais les envoyés du wali s'en sont tenus uniquement à son aspect global au niveau de la wilaya, sans aucune indication sur la répartition sur les communes et les régions. Ils se sont contentés de s'étaler plutôt sur la répartition par secteur et proposer le débat par la suite. Même de cette manière, les citoyens auraient aimé plutôt à ce qu'on écoute d'abord leurs doléances, puis procéder à la répartition, pour définir les priori-



Les villageois espèrent recevoir une écoute à leurs doléances.

tés qui émaneront de la société, et non pas le contraire. À franchise parler, on redoute la non-inscription pour la daïra de projets d'envergure à même de résorber le déficit accru constatable à travers tous les volets.

L'assainissement des eaux usées et pluviales qui ne couvre pas une grande partie des villages et leur traitement, l'atteinte à l'environnement, l'AEP insuffisante et dont les conduites non encore renouvelées en PHD, l'absence d'un hôpital et de structures sanitaires dignes de ce nom, le mauvais état des routes, le manque d'infrastructures pour la jeunesse, etc. sont autant de doléances mises en avant depuis longtemps, mais qui persistent toujours en l'état, faute de réelle prise en charge.

C'est par rapport à tout cela que les citoyens auraient aimé entendre de la bouche de leurs hôtes l'annonce d'actions concrètes destinées spécifiquement à la région qui, faut-il le pré-

ciser, est l'une des plus importantes au niveau de la wilaya aussi bien en surface qu'en population. Les interlocuteurs du jour de la population ont promis, avant de partir, de transmettre le message au wali qui, à son tour certainement, saura répondre aux attentes des plus légitimes lancées à l'adresse de l'État.

**VERS LA CRÉATION D'UNE
COORDINATION DES COMITÉS
DE VILLAGE**

À la fin de la réunion entre les directeurs de wilaya qui se sont déplacés à Maâtkas et la société civile, les délégués du village lazithene, ayant compris que le chemin reste encore long et difficile et que l'union des forces et des efforts reste la formule la plus indiquée pour faire avancer les choses et faire entendre leur voix, ont pris

l'initiative d'inviter leurs homologues de toute la daïra à la constitution d'une coordination des comités de village. Initiative qui s'est matérialisée déjà par une première réunion au niveau de la maison des jeunes de Maâtkas à laquelle ont pris part une douzaine de comités. À l'unanimité, les intervenants ont souligné leur approbation de l'idée et leur disponibilité à y prendre une part active. L'entreprise a fait l'objet d'un débat entre les présents sur la forme à donner et les objectifs à assigner ainsi que les critères qui devraient prévaloir pour la désignation des délégués, le tout empreint d'un esprit de sagesse et de responsabilité. La prochaine réunion est programmée dans quelques jours, avec la participation certaine de la majorité des comités de village de la daïra.

R. A.

MÉDÉA

**260 milliards pour la réhabilitation des centres
de torture et lieux de mémoire**

Considéré comme l'un des centres de torture les plus redoutés, le camp Morin à Ksar El-Boukhari, 60 km au sud de Médéa, est célèbre pour avoir été utilisé par la soldatesque coloniale comme lieu de détention et d'interrogatoires où les conditions de séjour ont été des plus inhumaines.

Mais ce camp de triste mémoire n'est malheureusement pas le seul que compte la région, si l'on sait que d'autres endroits aussi sinistres ont existé à travers nos villes et campagnes. Afin que nul n'oublie les exactions et crimes commis par les hordes coloniales au détriment du peuple algérien spolié et dépossédé, il y a tout lieu de ne pas laisser se perdre les lieux et autres sources de témoignage. Dans cet esprit, des actions de réhabilitation et d'entretien des cimetières et autres sites témoignant de combats avec l'ennemi, ont été entreprises dans le cadre de la préservation de la mémoire sur une époque des plus dramatiques de l'histoire du pays.

Pour cela, une enveloppe de plus de 260 milliards de centimes a été mobilisée au profit du secteur des

moudjahidine afin de lui permettre de mener les travaux d'aménagement des centres de torture et d'extension du complexe historique et culturel situé au chef-lieu de wilaya.

En effet, le montant de l'enveloppe arrêté au titre du plan quinquennal 2010-2014 va servir à lancer des opérations de réfection qui toucheront les centres de torture de Damiette, situé à Médéa, et celui d'Aïn Guerroumi, à Mihoub, 100 km à l'est du chef-lieu. L'opération de réhabilitation qui est aussi un devoir mémoriel pour toutes les générations, nécessaire pour permettre aux plus jeunes de pouvoir se ressourcer des valeurs de combat et de dignité de leurs aînés, va être élargie à d'autres sites.

On indique auprès de la direction concernée que des travaux d'extension et d'aménagement se poursuivront en vue de la réalisation de nouvelles stèles, de l'entretien des cimetières de chouhada et de donner plus d'envergure au complexe historique et culturel dédié à la guerre de libération nationale.

M. EL BEY

**UNIVERSITÉ M'HAMED-BOUGUERRA
DE BOUMERDÈS
39 LAURÉATS HONORÉS**

L'université M'hamed-Bouguerra fête la cérémonie de sortie d'une promotion de pas moins de 4 612 étudiants, issus de la session du mois de juin. Parmi ces derniers figurent 618 DUEA, 1 520 licences, 21 DES, 1 056 ingénieurs, 1 221 licences LMD et 176 masters. Plus de 25 étudiants lauréats du système classique et 6 lauréats du système LMD ont été honorés lors de cette cérémonie. Par ailleurs, 3 lauréats du concours national ayant bénéficié d'une bourse de formation graduée à l'étranger ainsi que 5 autres étudiants africains de différentes nationalités, nigérienne, malienne, ivoirienne, ougandaise et rwandaise, ont été également honorés. On sait que plus de 24 067 étudiants, dont 153 étrangers venus de 30 pays africains, sont inscrits à l'université de Boumerdès, à savoir 23 197 inscrits en graduation et 870 autres en post-graduation. La rectrice de l'université, Mme Cherifi, a affirmé, en marge de cette manifestation, que le taux moyen d'encadrement est de un enseignant pour 21 étudiants, ajoutant que 119 nouveaux enseignants seront recrutés pour l'année 2010-2011. Sur le chapitre de la recherche, la même responsable a affirmé que plus de 65 conventions ont été déjà signées, dont 30 avec des nationaux et 35 avec des universités étrangères, précisant que l'université de Boumerdès bénéficiera de l'expérience européenne dans le projet Tempus agréé en 2009 qui porte l'appui aux réformes dans la formation doctorale, comme elle a cité le projet de partenariat, approuvé récemment, entre les chercheurs de l'UMBB et une université espagnole dans le cadre de la coopération interuniversitaire. Un autre projet européen qui entre dans le programme Erasmus Mundus a débouché sur le déplacement de 25 étudiants, enseignants ATS, vers des universités européennes.

M. T.

